

# JOURNAL DE ROUBAIX



## POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

### ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

## BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING



POUR PORTER D'ENTREE.

Le Journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENTS : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50  
 six mois 14  
 un an 25

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue N<sup>o</sup> 4.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées la veille de la publication.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

Les annonces et les abonnements sont reçus :  
 A LILLE : chez M. BÉGIN, libraire, rue de la Grande-Chaussée,  
 A PARIS : chez M. LAFFITE-BULLIER, 20, Rue de la Banque.

ROUBAIX, 10 JUIN 1869.

### Bulletin politique.

Le Gouvernement vient de décider que le Corps législatif sera convoqué pour le lundi 28 juin.

Le Journal officiel du soir contient le décret suivant :

« Vu l'article 46 de la Constitution :  
 « Considérant qu'il convient de réunir le Corps législatif pour la vérification des pouvoirs des députés élus.  
 « Avons décrété et décrétons ce qui suit :  
 « Article 1<sup>er</sup>. Le Corps législatif est convoqué en session extraordinaire pour le vingt-huit juin présent mois.  
 « Art. 2. Notre ministre d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.  
 « Fait au palais des Tuileries, le 9 juin 1869.

« NAPOLEON. »

Les élections de dimanche et de lundi ont été la cause de nouveaux désordres à Paris, à Bordeaux, à Nantes et à Besançon. On trouvera les détails plus loin.

Le résultat des élections au deuxième tour de scrutin inspire au Constitutionnel les réflexions suivantes :

« En résumé, il s'est fait, à Paris surtout, un grand apaisement dans les esprits. Les hommes qui représentaient le plus spécialement la haine personnelle ou l'invective grossière ont été écartés par la sagesse des électeurs. A quelques exceptions près, le mouvement est libéral comme nous le désirions, et non révolutionnaire comme le souhaitaient les partis extrêmes de droite et de gauche.

« L'Empereur a aujourd'hui sous les yeux un tableau très-exact de l'état de l'opinion en France. Il sait ce que le pays demande, et il peut mieux que personne juger de la légitimité de ses réclamations.

« La Chambre des lords d'Angleterre, qui devait, disait-on, repousser d'embée le bill relatif à l'Eglise d'Irlande, paraît être

revenue à récipiscence, repentante d'un mouvement d'opposition assez irréflecté; les membres de la réunion Derby abandonnent l'un après l'autre le drapeau de résistance. « Il s'est trouvé, dit le Times, que la minorité raisonnable était plus nombreuse que personne ne l'avait espéré. » Personne ne doute plus, en Angleterre, que grâce à ce revirement subit, assez peu fréquent dans les annales parlementaires, le bill de suppression ne passe à une assez forte majorité.

Le Sénat belge a repris ses travaux lundi dernier. L'assemblée a mis à l'ordre du jour de la séance du lendemain, l'examen du budget des affaires étrangères pour l'exercice 1870.

Le roi de Prusse est rétabli; une dépêche de Berlin nous apprend qu'il a passé, mardi dernier, la revue d'un régiment de cavalerie en l'honneur du Khedive d'Egypte.

J. RENOUX.

La période des élections vient de finir; la période de l'action va commencer. Les faits qui viennent de s'accomplir renferment des leçons diverses. Mais beaucoup ont reçu des yeux pour ne point voir, des oreilles pour ne point entendre, des pieds pour demeurer immobiles, et il n'est pas impossible que les enseignements du suffrage universel soient perdus.

Et d'abord, le gouvernement les comprendra-t-il? Si, comme certains de ses organes, il persiste à voir un éclatant triomphe dans l'ensemble des élections, c'est qu'il n'en aura pas saisi la portée. Sans doute, la majorité reste encore du côté du pouvoir. S'il en était autrement, nous aurions déjà des barricades. Quand le pays légal a passé à l'opposition, le gouvernement n'existe plus et la Révolution est souveraine.

Mais cette majorité s'est-elle affirmée; s'est-elle étendue; s'est-elle seulement conservée, et est-elle restée ce qu'elle était auparavant?

Non. Ainsi que nous l'avions annoncé, l'Opposition est sortie plus forte du scrutin. Elle a gagné des voix dans le pays; elle a gagné des sièges à la Chambre. Elle s'est enhardie dans ses prétentions. Les radicaux ont pris place dans le Corps-Législatif nouveau, et ils y sont assez nombreux pour former un parti. Les cinq d'autrefois ont accentué leur programme,

et cependant ils sont encore des modérés. Au-dessus d'eux, la Montagne commence à surgir.

La majorité s'est affaiblie. Les calculs les plus impartiaux évaluent à 199 le nombre des députés officiels. Le nombre des députés opposants serait donc de 89, admettant qu'il faut ajouter les quatre circonscriptions qui restent sans députés, par suite des élections doubles, et qui appartiennent à l'Opposition. La majorité ne représenterait donc au début de la session que 199 membres sur 292, les deux tiers de la Chambre. Non-seulement elle est moins nombreuse, mais elle est moins compacte, moins libre qu'elle n'était auparavant. Beaucoup de députés n'ont avoué le patronage officiel que d'une façon timide. Beaucoup d'entre eux, pour conserver leurs avantages, ont dû prendre des engagements de diverses sortes envers les catholiques, envers les libéraux, envers le tiers-parti.

Ce qu'il y a de plus clair dans tout cela, c'est que le gouvernement personnel est désormais fini. Cette opposition grandissante, qui double tous les six ans, n'est pas, comme on le pourrait supposer, l'effet d'un caprice, un produit spontané de cette mobilité française qui se lasse de tout et qui réclame des changements périodiques dans la Constitution; non, elle est réfléchie, raisonnée, voulue, et elle émane des entrailles mêmes du pays. Ce sont des faits précis qui l'ont amenée, c'est l'état de nos finances, la situation de notre industrie, l'expédition du Mexique, tous les événements qui se sont accomplis en Europe avec ou sans nous. C'est la réponse du pays à tous ces actes d'administration intérieure ou de politique étrangère sur lesquels le gouvernement ne l'a pas consulté, mais que la Constitution lui donne le droit de juger tous les six ans; et du même coup il a donné une leçon à la majorité en la démantant, et un avertissement au pouvoir en lui envoyant une opposition plus nombreuse, plus forte et plus hardie que la précédente.

Maintenant, le Gouvernement a le choix entre deux programmes.

L'un consiste dans une renonciation loyale et sans réserve aux pratiques du gouvernement personnel. Tenir compte des vœux du pays dans le choix de ses alliances, dans la conclusion des traités de commerce, dans la gestion de ses finances; distinguer avec soin les libertés du bien et retenir celles du désordre. Adopter une politique franche, facile à comprendre, rassurante pour les gens de bien,

conforme aux grandes traditions catholiques de la France.

Cette façon de gouvernement n'est pas, au premier abord, la plus éclatante, et les coups de théâtre n'y peuvent pas trouver place. Elle ne fera pas la bouche aux oppositions de la Chambre, mais elle raffermira la majorité et contentera les vœux de la nation; partout elle calmera les inquiétudes, retiendra les esprits hésitants, et donnera au pouvoir dans le pays cette large base qui défie toutes les attaques.

Il y aurait une autre ligne de conduite dont nous ne parlerions point, si elle n'avait déjà trouvé des patrons, et si certains actes ne donnaient à penser qu'elle a été sinon choisie, au moins aperçue. Elle consisterait à se porter d'un bond à la tête du mouvement révolutionnaire, dans l'espoir téméraire d'en devenir maître et de le diriger; de lui faire tant de concessions qu'il soit rassasié et qu'il ait la bouche close. Au dehors, on lui livrerait Rome, sinon en la lui remettant de la main à la main, au moins en la lui laissant prendre au moment opportun; à l'intérieur, on lui accorderait toutes les libertés qu'il revendique et on serait pénétré tant de principes démocratiques dans les lois, que les classes supérieures et bourgeoises seraient absolument livrées aux classes ouvrières. Qu'on lise avec soin certains journaux, on verra qu'ils recommandent ouvertement ce programme.

Mais si l'on avait pu conserver quelques illusions sur son efficacité, les dernières élections les ont certainement dissipés. Le parti révolutionnaire s'est nettement posé comme irrécyclable. Quoi qu'on lui donne, il demandera plus, car il est résolu à tout obtenir, jusqu'au pouvoir inclusivement. Victor Emmanuel aussi a voulu être le roi de la Révolution, et il n'en est plus que le serviteur couronné. Que l'exemple n'en soit pas perdu.

Il y a un troisième parti, mais nous ne l'appellerons pas une solution, c'est le maintien du statu quo. On dit que dans l'entourage de l'Empereur, des ministres écœurés prennent sur eux la responsabilité de ce redoutable conseil. Une plus grande concentration de pouvoirs, un ajournement de toutes les réformes politiques, un régime plus sévère pour la presse, un raffermissement du gouvernement personnel marqueraient le régime nouveau. Régime dangereux, car quand une nation est en mouvement, son gouvernement ne saurait demeurer stationnaire, sous peine de voir une scission se faire entre eux.

Pour faire oublier à la France ses préoccupations intérieures, on lui donnerait au dehors de violentes distractions. Depuis longtemps on parle d'une grande guerre qui suivrait immédiatement les élections. Quelques journaux annoncent de nouveau le départ prochain du général Fleury, qui irait remplacer à Florence le baron de Malaret. Le général Fleury est l'homme de certaines négociations. Ce fut lui qui, en 1867, négocia le départ de nos troupes de Rome. S'il allait encore aujourd'hui à Florence, on ne persuadera jamais au pays qu'il n'emporte pas dans sa poche quelque contrat de même nature, un traité d'alliance dont l'évacuation de Rome est le prix. Ce serait, en effet, le signal d'une guerre prochaine.

Mais une guerre servant de dérivatif à des préoccupations intérieures n'est qu'un expédient. Elle ajourne la solution des questions, et suspend l'attention sans la détourner. Si la fortune est contraire, le pays éprouve de terribles secousses; si la guerre est suivie de la victoire, après l'événement du succès dissipé, on voit renaître les questions plus pressantes qu'auparavant; car les efforts de la lutte ont exigé plus de concentration de pouvoirs, plus d'initiative personnelle de la part du Gouvernement, plus de sacrifices d'hommes et d'argent, par conséquent un accroissement de charges, toutes choses dont le pays est lassé.

Armand RAVELAT.

(Mondé.)

### CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, mardi 8 juin.

Les élections de lundi à Paris sont en quelque sorte la contrepartie de celles des 23 et 24 mai; selon beaucoup de gens, c'est une véritable réparation. D'après les chiffres vous pouvez vous rendre compte des changements qui se sont produits depuis quinze jours dans les dispositions des électeurs. Le résultat le plus marquant est celui de la 7<sup>e</sup> circonscription qui a proclamé le succès de M. Jules Favre et la défaite de M. Rochefort. Je ne crois pas me tromper en disant que ce résultat a dû être accueilli avec une certaine satisfaction aux Tuileries. La population attendait avec une vive curiosité. Les bureaux du Rappel étaient devenus les bureaux généraux des amis de Rochefort.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX  
du 14 JUIN 1869.

## La Dame des Etelles

II.

— Oh! s'écria le comte en se rapprochant de sa femme, je serais désolé de vous causer du chagrin! Je n'accuse point votre cœur dans lequel un sentiment condamnable n'est jamais entré; je mets tout sur le compte de cette maladie étrange dont vous êtes atteinte depuis si longtemps.

Un pâle sourire erra sur les lèvres de la comtesse.

— Voilà pourquoi, continua le comte, lorsque je vous voyais repousser votre fils, lui refusant une caresse maternelle, j'ai souffert souvent sans me plaindre. J'emmenais l'enfant malheureux, je séchais ses pleurs, et dans mes bras il oubliait pas toujours pourtant, les duretés de sa mère.

— Ce que vous dites est vrai, est juste, dit Mme de Jussières.

— Cependant, vous ne laissez pas votre fils.

— Le huit! mon Dieu! exclama la

comtesse; mais je l'aime cet enfant, je l'aime!

— Je n'en ai jamais douté; je vous plains!

— Vous me plaindez; c'est vous que l'on doit plaindre, vous dont j'ai assombri l'existence et enseveli la jeunesse au fond de cette province.

— Je vous ai suivie volontairement, et je dirai plus, dans la suite, c'est avec joie que j'ai accepté de vivre ici.

— Vous savez que je n'ai jamais cherché à vous imposer un pareil sacrifice. Moi-même, je vous ai engagé à retourner à Paris.

— Il fallait vous quitter, je ne l'ai point voulu. Aujourd'hui, je suis devenu gentilhomme campagnard, un bourgeois allant à la chasse, à la pêche, causant agriculture avec les paysans, leur donnant des poignées de mains, et ma foi! je ne m'en trouve pas plus mal. Le monde m'a oublié, j'ai oublié le monde. Avec votre affection toujours pareille, une seule amitié m'est restée fidèle, celle du comte d'Avroncourt. Cela suffit aux besoins de mon cœur. Grâce à vous, ma chère Eugénie, j'ai trouvé et je trouve encore ma part de bonheur si belle que, franchement, je serais un ingrat si je regrettais quelque chose.

— Vous êtes le meilleur des hommes, le plus dévoué des maris.

— Ne parlons plus de cela, répliqua de Jussières, avec un sourire affectueux. Revenons à Edmond.

Les joues de la comtesse rougirent, et elle reprit aussitôt son attitude froide et résignée, comme si le nom de son fils, prononcé par son mari, eût tout à coup pétrifié son cœur.

— Quelle étrange-chose! murmura le comte.

Cependant, il s'efforça de sourire encore et reprit tout haut:

— C'est aujourd'hui mercredi; Edmond doit arriver à Avroncourt samedi prochain vers quatre heures du soir; nous n'avons donc que trois jours pour nous préparer à nous rendre nous-mêmes chez le comte où nous sommes attendus. Je tiens à arriver à Avroncourt au moins quelques heures avant mon fils.

— Je vous approuve, mon ami; mais je ne vois pas que ma présence à Avroncourt soit utile, dispensez-moi de faire ce voyage.

— Que me demandez-vous? On dirait, ma chère amie, que vous avez oublié complètement que votre fils est fiancé à Mlle d'Avroncourt, et que nous sommes arrivés à l'époque fixée par le comte et moi, pour le mariage de nos enfants.

Mme de Jussières baissa la tête et ne répondit rien. Son pâle et beau visage était inondé de larmes.

— Voyons, reprit le comte, vous éprouvez donc une bien grande peine de quitter votre retraite une fois par hasard? Mon Dieu je suis bien malheureux d'être obligé de vous contraindre; mais vous devez comprendre que votre présence à Avroncourt est indispensable.

— Oh! je suis insensée, s'écria la comtesse. Samedi, mon ami, je vous accompagnerai à Avroncourt.

— Bien, très-bien, dit le comte. Vous ne savez pas le plaisir que vous me faites lorsque je vous vois prendre aussi promptement une décision. Désirez-vous que je reste avec vous plus longtemps ou même que je ne vous quitte pas de la journée.

— Merci. Il va falloir que je pense à tant de choses que je ne serai pas fâchée de me trouver seule une partie de la journée. D'ailleurs, je ne voudrais pas vous priver de votre promenade habituelle.

— Je n'insiste point. Néanmoins, je ne monterai pas à cheval aujourd'hui; Favori se trouve un peu fatigué de sa longue course d'hier. Mais j'irai probablement à pied jusqu'au bourg. Je serai de retour pour le dîner.

M. de Jussières mit un baiser sur le front de sa femme et sortit.

La comtesse sonna sa femme de chambre, qui accourut aussitôt à l'appel de sa maîtresse.

La comtesse lui donna l'ordre de préparer les choses nécessaires pour son voyage et son séjour à Avroncourt, et se retira dans un petit salon attenant à sa chambre, afin de s'y livrer librement à son rêve mystérieux.

HI.

Mme de Jussières, fille unique du marquis de Chassigny et dernier rejeton de cette illustre famille dont l'origine remonte au temps des croisades de saint Louis, avait à peine seize ans lorsqu'elle fut mariée au jeune comte de Jussières qui fut choisi parmi de nombreux prétendants. Le marquis, tout en disant qu'il ne voulait contraindre en rien les idées elle cœur de sa fille, avait favorisé le comte; heureusement le cœur d'Eugénie s'était trouvé d'accord avec le secret désir de son père. Ce mariage n'eut pas un contradicteur et ne donna pas lieu à une critique. C'était une de ces unions rares dans lesquelles l'égalité est complète. M. de Jussières,

d'une noblesse fort ancienne aussi, comptait, comme M. de Chassigny, une légion d'hommes illustres parmi ses ancêtres; les fortunes étaient égales, et le comte, parfait cavalier, esprit de premier ordre, n'avait que huit ans de plus que Mme de Chassigny, à qui la nature avait accordé ses dons les plus précieux. Dès le premier jour le bonheur apparut souriant dans leur ciel radieux des jeunes époux. Ils furent envieux et plus encore admirés. Partout où se montrait la charmante et gracieuse comtesse au bras de son mari, elle était entourée d'hommages; les hommes auraient voulu semer des fleurs sous ses pieds, et ce qui est bien rare, les femmes n'en étaient point jalouses.

Il est vrai que Mme de Jussières avait se faire pardonner sa supériorité sur les autres à force de bonté, de douceur, d'affabilité.

— Au bout d'un an de mariage, la comtesse mit au monde un fils; M. de Jussières reçut l'enfant dans ses bras avec une joie délirante. C'était encore un désir exaucé, un bonheur nouveau ajouté à tant d'autres.

Le médecin parla d'une nourrice; il offrit d'en procurer une excellente qu'il connaissait. Mais la jeune mère se récria très fort et déclara qu'elle voulait allaiter elle-même son enfant. Le médecin essaya de lui persuader de n'en rien faire.

— Je crois lui dit-il, que vous pourriez le nourrir, mais vous êtes si jeune! C'est dans l'intérêt de votre santé et peut-être de celle de votre fils, que je vous conseille de prendre une nourrice.

M. de Jussières joignit ses instances et ses observations à celles du médecin, mais ce fut inutilement. La comtesse jurait